

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 29 avril 2024

Régional

Discussions autour de la reconstitution de l'IDA lors du Sommet des chefs d'Etat Africains

Lors du Sommet des chefs d'Etats africains qui s'est tenu le 30 avril à Nairobi, 19 chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont réunis, dont le Président kenyan, ougandais, tanzanienne, somalien, malgache, burundais, comorien, et le Premier ministre éthiopien, ont fait entendre leurs demandes (volumes, priorités) mais aussi leurs engagements pour « IDA-21 », les prochaines reconstitutions de l'Association Internationale de Développement, le guichet concessionnel de la Banque mondiale. Le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a fait part de sa détermination à accroître l'impact d'IDA et à adapter une stratégie plus orientée résultats, notamment dans la lutte contre le changement climatique en investissant dans le capital humain et les infrastructures. Si tous les chefs d'Etat ont appelé à une reconstitution ambitieuse des ressources l'IDA, le président William Ruto est allé plus loin en mentionnant l'objectif d'une reconstitution de 120 Mds USD et appelé l'IDA à multiplier par trois sa capacité de financement pour atteindre 279 Mds USD d'ici 2030.

Comores

Création de la Société de garantie comorienne (SOGAK)

La Société de garantie comorienne (SOGAK) a été officiellement mise en place à l'issue d'une assemblée générale constitutive qui s'est tenue le 18 avril 2024. Cette nouvelle institution financière est soutenue par l'Agence française de développement (AFD), qui l'accompagnera dans la mise en œuvre de ses opérations et lui apportera une assistance technique. La SOGAK a pour objectif de soutenir le secteur productif et la finance inclusive aux Comores, en facilitant l'accès aux crédits aux sociétés du pays via la mise en place de garanties aux établissements financiers. Ces garanties devraient stimuler les investissements. La SOGAK doit encore obtenir l'agrément de la Banque centrale des Comores pour être reconnue comme une institution financière.

Ethiopie

Mise à jour des plans d'investissement de *Safaricom*

Vingt mois après le lancement de ses services en Ethiopie, *Safaricom*, par la voix de son Directeur général, a annoncé devoir investir 1,5 Md USD supplémentaires au cours des trois prochaines années pour augmenter la couverture de son réseau de télécommunications, au-delà des 27 villes desservies actuellement, en y intégrant quatre nouvelles régions. Il s'agira notamment d'étendre le réseau de tours télécoms utilisées à 7 000 unités, contre 2 500 actuellement (dont 40 % sur location des services d'*Ethio Telecom*). Ces investissements s'inscrivent dans le plan de 8 Mds USD annoncé lors de l'obtention de la première licence privée du pays en 2021. *Safaricom* revendiquait 5 millions d'abonnés actifs en août 2023, dernier chiffre en date, contre 72 millions à la même période pour *Ethio Telecom*.

Les vêtements d'occasion représenteraient 53 % du marché du textile

D'après une étude menée par l'association éthiopienne des fabricants de textiles et de vêtements (ETGAA), le marché éthiopien du textile serait majoritairement (53 %) représenté par les vêtements d'occasion importés depuis l'Europe et les États-Unis. Le secteur productif local, qui est déjà fragilisé par le manque de devises étrangères, le prix élevé du transport, l'accès limité aux intrants de qualité et les procédures complexes du commerce international, voit sa part de marché s'éroder face aux vêtements d'occasion. Ces derniers seraient acheminés de manière illégale à travers des villes frontalières telles que Moyale et Dire Dawa et par le biais du transport aérien. Bien que ces vêtements soient en vente dans plus de 10 000 boutiques reconnues par l'Etat, ce dernier n'a pas pu arrêter l'importation illégale. Selon le rapport de l'ETGAA, l'Ethiopie perd 2,5 Mds ETB/an (40,6 MEUR) en recettes fiscales en raison de ce commerce illégal. Les problèmes de l'industrie n'étant pas uniques au secteur du textile, le gouvernement a défini un plan sur 10 ans pour renforcer le secteur manufacturier et augmenter la part des produits locaux dans le marché de 30 % à 60 % et le taux d'utilisation des capacités de production de 50 % à 85 %.

Kenya

Le cinquième cycle de négociations sur l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA)

Les discussions en personne entre les experts commerciaux du Kenya et des États-Unis se dirigent vers le cinquième cycle de négociations sur l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), après la conclusion du quatrième cycle qui s'est tenu du 2 au 12 avril à Washington D.C. Le Kenya et les États-Unis se rapprochent d'un accord commercial qui pourrait être mis en place d'ici la fin de cette année, avant que l'AGOA n'atteigne sa date d'expiration en 2025. Au cours du cycle de négociation de 11 jours, l'agriculture, l'environnement, les droits des travailleurs, la lutte contre la corruption et les micro-, petites et moyennes entreprises ont occupé le devant de la scène. Cet accord bilatéral pourrait rapporter au Kenya plus de 2 000 Mds KES (14 Mds EUR) de revenus d'exportation par an. Les secteurs agricole, manufacturier, textile et minier seront parmi les plus grands gagnants si un accord est conclu.

La BEI s'apprête à accorder 30 MEUR aux femmes entrepreneurs et aux startups au Kenya en partenariat la Fondation Gates

Les femmes entrepreneurs et les startups au Kenya vont bénéficier de 4 Mds KES (30 MEUR) de nouveaux prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les fonds seront décaissés par l'intermédiaire de la *Kenya Commercial Bank* (KCB), par le biais des propositions *Female-Led and Made*

Enterprises (FLME) et KCB Foundation 2jjajiri. Ce partenariat a pour objectif i) d'améliorer l'accès au financement pour les emprunteurs qui manquent de garanties ou d'antécédents en matière de crédit, ii) d'ajuster la tarification pour remédier aux taux d'intérêt élevés, iii) d'adapter les services numériques aux besoins spécifiques des emprunteuses et iv) d'améliorer les connaissances financières de base. Selon l'enquête 2023 sur les financements de la BEI en Afrique, près de 70 % des banques interrogées ont indiqué que moins de 30 % de leurs prêts étaient destinés à des emprunteurs féminins, 50 % d'entre elles ont cité le manque de garanties acceptables, tandis que 40 % ont déclaré que les crédits médiocres ou incomplets constituaient une contrainte majeure pour l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises. Ce partenariat représente donc une avancée concrète dans la lutte contre les principaux obstacles à l'inclusion financière.

Madagascar

L'inflation revue à la baisse en 2024

Dans son rapport sur les perspectives économiques régionales en Afrique Subsaharienne, le FMI revoit sa prévision sur le taux d'inflation à la baisse pour Madagascar à 7,8 %, contre 8,8 % dans le dernier *World Economic Outlook (WEO)* d'octobre 2023. Cette prévision est également inférieure au taux moyen en l'Afrique subsaharienne (15,3 %). Pour 2025, le FMI table pour Madagascar sur un taux d'inflation à 7,3 %. En ce qui concerne le taux de croissance du PIB, il devrait s'établir à 4,5 % et demeurer quasi-stable en 2025 (4,6 %).

Coupe budgétaire annoncée dans les ministères

Le ministère de l'Economie et des Finances annonce par lettre circulaire en date du 25 avril aux différentes institutions et départements ministériels la préparation d'une Loi de Finances Rectificative (LFR). Dans ce cadre, il leur demande de lui transmettre la coupe budgétaire que chaque département ministériel envisage au niveau de ses grandes rubriques de dépenses. La LFR devrait être débattue lors de la session ordinaire du Parlement normalement prévue à partir du 7 mai. Cette annonce intervient alors que les autorités malgaches ont entamé avec les services du Fonds monétaire international (FMI), en mission à Tananarive jusqu'au 4 mai, les discussions relatives à deux programmes : un nouveau programme lié à Facilité élargie de crédit (FEC) et un premier programme lié à la Facilité de résilience et de durabilité (RST). L'Etat malgache souhaite également rééquilibrer son budget, dans un contexte de soutien important en subvention au profit des sociétés d'Etat en difficulté, la JIRAMA (compagnie nationale d'eau et d'électricité) et *Madagascar Airlines*.

Maurice

PIB en hausse mais ralentissement prévu pour 2025

Selon le FMI, le PIB réel de Maurice qui a enregistré une croissance de 8,9 % en 2022, puis de 6,9 % en 2023, devrait ralentir à 4,9 % en 2024. Pour 2025, une croissance plus modeste est projetée à 3,7 %. Parallèlement, le PIB par habitant (prix courants) a augmenté de 10 267 USD en 2022 à 11 396 USD en 2023 et devrait atteindre 12 973 USD en 2024. En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant (prix constants) a continué de croître de 22 865 USD en 2022, à 24 439 en 2023 et devrait atteindre 25 629 USD en 2024. Le PIB total en PPA (prix courants) a également

progressé, passant de 34 Md USD en 2022 à 37,7 Md USD et est projeté à 40,5 Md en 2024, avec une estimation de 42,7 Md pour 2025.

Ouganda

Le Parlement vote en faveur de la fusion de quatre agences gouvernementales

Le Parlement a voté, le 24 avril, en faveur d'une rationalisation des agences gouvernementales en décidant de la fusion de certaines d'entre-elles et du rattachement d'autres à leur Ministère de tutelle. Ce processus, initié en février dernier, a notamment abouti à la fusion du Centre d'éducation sur la faune et la flore (UWEC) avec l'Autorité de la faune et de la flore (UWA), ainsi qu'à celle du Conseil de promotion des exportations (UEPB) avec l'Autorité des zones franches (UFZA). Néanmoins, les députés ont rejeté un projet de loi visant à réintégrer les fonctions de l'Autorité nationale routière (UNRA) au sein du Ministère des travaux publics et des transports, affirmant que l'UNRA avait pleinement rempli son mandat depuis sa création en 2008, et que la gestion efficace du réseau routier national nécessitait une expertise spécialisée. Au fil des ans, les agences créées par des lois parlementaires, des décrets et des accords administratifs ont proliférées. Selon le Ministre de la fonction publique, Muruli Mukasa, « cette prolifération a engendré des chevauchements de mandats et des ambiguïtés juridictionnelles, en plus d'exercer une pression financière significative sur le budget ».

La Banque Africaine de Développement (BAD) accorde un refinancement exceptionnel pour l'électrification des zones rurales du nord de l'Ouganda

La BAD a approuvé l'octroi d'un refinancement exceptionnel de 22 MUSD au développeur de centrale hydroélectrique ARPE pour soutenir la production d'électricité du Nord de l'Ouganda. ARPE a construit dans cette région la centrale hydroélectrique Achwa 1 dont la capacité totale est estimée à 42 MW soit 3 % de la capacité totale de l'Ouganda. Malgré sa capacité relativement modeste, la localisation de la centrale dans une région où l'accès à l'électricité est très limité, revêt une importance stratégique pour l'aménagement du territoire, alors que les principales centrales du pays sont actuellement concentrées autour de la ville de Jinja (centrales de Kiira, Nalubale et d'Isimba). Alors que la mise en service de la centrale, initialement prévue en 2021, a été retardée de deux ans (retard dans la construction de la principale ligne de transmission électrique), ce refinancement vise à garantir la préservation des impacts de développement attendus pour le projet, en fournissant la liquidité nécessaire à ARPE.

Rwanda

La création annuelle d'emploi au Rwanda a augmenté de 60 % au cours des dix dernières années

Plus de 235 000 emplois ont été créés en 2023 au Rwanda, ce qui représente une hausse de 61 % par rapport à 2013, selon le ministère du Service Public et du Travail rwandais. La fête du Travail a été l'occasion de célébrer « 30 ans de promotion de l'emploi des jeunes » et mettre en avant les résultats du gouvernement, qui a créé 1,37 millions d'emplois depuis 2016 soit 94 % de l'objectif de création d'emplois fixé à fin 2023 par la Stratégie nationale pour la transformation, la pandémie. Malgré les investissements du gouvernement, notamment dans le digital, le taux de chômage des jeunes n'est jamais passé sous la barre des 19 %. Le taux de chômage au Rwanda s'élevait à 17 % fin de 2023, avec un taux de chômage des jeunes de 20 %.

Seychelles

Le taux d'inflation moyen en hausse de 3,7 % entre 2024 et 2029

Le taux d'inflation moyen aux Seychelles devrait augmenter de 3,7 % entre 2024 et 2029, d'après une étude publiée par *Statistica*. L'indicateur utilisé mesure l'inflation sur la base de la variation annuelle de l'indice moyen des prix à la consommation. Le taux d'inflation serait -0,24 % et de -2,61 % respectivement en 2024 et en 2025. En 2026, l'inflation repartirait à la hausse (+3,07 %), tout comme en 2027 avec +3,46 %. Le taux d'inflation resterait stable en 2028 (+3,44 %) et en 2029 (+3,45 %).

Somalie

La Somalie, une source de transferts de fonds nouvelle pour le Kenya et l'Ouganda

La Somalie s'affirme comme une source notable de transferts de fonds pour le Kenya et l'Ouganda, vers lesquels sont respectivement transférés 180 MUSD et 21,9 MUSD chaque année. La mission diplomatique ougandaise en Somalie recense 35 000 ougandais vivant en Somalie, ce qui en fait la deuxième diaspora en Somalie et envoyant plus de 60 000 USD par jour dans leur pays. Concernant le Kenya, c'est 30 000 ressortissants qui travaillent en Somalie et envoient 500 000 USD par jour dans leur pays. Cette différence de montants transférés s'explique par la forte qualification de la main d'œuvre kenyane, employée dans les grandes entreprises, l'humanitaire, l'hôtellerie, la construction ou encore le secteur minier. La diaspora kenyane pourrait être multipliée par cinq dans les cinq prochaines années du fait de l'entrée de la Somalie dans la Communauté d'Afrique de l'Est qui garantit la liberté de circulation des personnes en son sein.

Soudan

130 MUSD par la Banque mondiale pour renforcer la résilience de la population

La Banque mondiale a annoncé ce mois d'avril le lancement du programme « *Sudan Somoud - Enhancing Community Resilience Project* », qui a pour objectif global de renforcer la résilience des communautés locales dans les régions les moins affectées par le conflit, avec une première focalisation sur le soutien des agriculteurs dans les états du Nord, du Nil et de Sennar. Il vise notamment à améliorer l'accès aux services essentiels et renforcer la sécurité alimentaire pour plus de 560 000 personnes déplacées et membres des communautés d'accueil. Ce programme, financé dans sa première phase à hauteur de 130 MUSD, s'inscrit dans le cadre d'un réengagement des fonds attribués dans le passé par le fonds fiduciaire « *Sudan Transition and Recovery Support* » (STARS), dont les projets visés ont été suspendus à la suite du coup d'état du 21 octobre 2021. Il sera mis en place par l'UNICEF et le PAM en partenariat avec des ONG internationales et locales.

Soudan du Sud

Reprise prochaine du pompage du pétrole à travers le Soudan

Le 25 avril dernier, Malik Agar, Vice-président du Conseil de la souveraineté du Soudan, a annoncé que le pompage du pétrole du Soudan du Sud reprendrait dans deux mois, grâce à l'avancée des travaux de réparation du pipeline qui transporte le brut sud-soudanais vers le terminal de Bashaer sur la côte de la mer Rouge au

Soudan. Cet oléoduc, crucial pour le transport du brut sud-soudanais, avait été endommagé en février dernier, en raison du manque chronique d'investissements de l'opérateur « *Bashaer Pipeline Company* » (BAPCO), depuis plusieurs mois. Selon le Directeur général de BAPCO, 400 km du pipeline ont été réparés, ne laissant qu'une portion de moins de 80 km à restaurer sur les 1131 km de l'oléoduc. L'arrêt du transport du pétrole a constitué un choc économique de grande ampleur pour le Soudan du Sud, qui dépend à 95 % de ses recettes d'exportation et 90 % de ses recettes publiques du pétrole.

Tanzanie

Les inondations en Tanzanie ont causé plus de 150 décès et la destruction de nombreuses infrastructures

La Tanzanie a été confrontée, les dernières semaines, à de violentes pluies, ayant entraîné des inondations et la destruction de nombreuses infrastructures (routes, écoles, centres de santé). L'ensemble du pays a été touché par les fortes pluies, et particulièrement les régions de Dar es Salam, Mbeya, Morogoro, Arusha, Kigoma, Mtwara et Pwani. Les décès causés par les pluies dans le pays ont atteint 155 personnes et près de 10 000 maisons auraient été détruites. Ces pluies plus abondantes résultent d'une hausse des températures au cours de l'année écoulée et notamment du phénomène El-Niño, qui a touché le pays fin 2023 et provoqué de fortes précipitations entre novembre et janvier. Les inondations mettent en lumière les défis persistants en matière de planification urbaine et d'infrastructures et révèlent notamment un manque d'investissements dans les systèmes d'évacuation de l'eau. Les inondations récentes posent également de nombreux défis pour la Tanzanie, notamment en matière de santé publique (prolifération des maladies d'origine hydrique) et sur le plan économique (perturbations des activités commerciales, délais de transport et hausse des coûts).

Après trois années, la Tanzanie lève l'interdiction sur les importations de volaille kenyane

La Tanzanie et le Kenya ont résolu un différend sur les exportations de volaille et de produits avicoles, selon un communiqué de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Résolu au cours d'une réunion de deux jours tenus au siège de la CAE à Arusha, le différend datait de 2021, année durant laquelle la Tanzanie avait interdit les importations de volaille en provenance du Kenya en raison de l'épidémie mondiale de grippe aviaire. Le Kenya était un exportateur important de volailles et de produits avicoles vers la Tanzanie (poussins d'un jour, œufs à couver, volailles d'élevage) et cette interdiction a particulièrement affecté le secteur avicole du pays.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr